



21 mai, 2021

Sujet : Lettre ouverte concernant les pressions injustifiées contre l'Éthiopie

Nous, représentants de l'organisation éthiopienne en Europe soussignée, adressons cette lettre aux membres de la communauté internationale pour leur demander de s'abstenir d'exercer des pressions injustifiées sur le gouvernement éthiopien.

L'Éthiopie est confrontée à une campagne menée sur plusieurs fronts par des acteurs menant une pression excessive sur le gouvernement en lançant des accusations biaisées et non fondées. Nous sommes profondément troublés par les incessantes allégations infondées et les pressions injustifiées des membres de la communauté internationale en particulier par la Commission Européenne et les États-Unis. Il est de plus en plus douteux que certains aient réellement à cœur de comprendre la situation et aider l'Éthiopie à relever ses défis. Toutes les déclarations publiques de la représentation des relations extérieures de l'Union Européenne (UE), par exemple, indiquent un effort sans relâche pour décourager le programme de réforme démocratique et saper la confiance dans les prochaines élections en Éthiopie.

Les Éthiopiens d'Europe et les amis de l'Éthiopie souhaitent attirer votre attention sur les points suivants :

1. Le gouvernement éthiopien a été contraint de lancer une opération de maintien de l'ordre dans la région de Tigré en réponse à une attaque militaire de trahison du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) contre la plus grande division militaire basée dans cette région. C'est une mesure que toute nation souveraine aurait prise contre une menace intérieure aussi odieuse. Le gouvernement fournit actuellement la majorité de l'aide humanitaire pour soutenir les personnes touchées par le conflit. Il travaille également de manière constructive avec les agences internationales d'aide humanitaire en offrant un accès sans entrave à toutes les parties de la région. Cependant, l'UE a constamment miné les efforts du gouvernement éthiopien en exigeant à plusieurs reprises l'accès, en dépit de l'amélioration de la situation sur le terrain. Ce n'est tout simplement pas le vrai problème des agences d'aide de la région. Les civils touchés par ce conflit bénéficieraient plutôt de capacités et de ressources accrues pour améliorer les efforts de secours.

2. L'Éthiopie prend également toutes les mesures nécessaires pour enquêter sur les violations présumées des droits de l'homme et les crimes associés et traduire les auteurs en justice. L'annonce récente du procureur général fédéral à ce sujet fait preuve de cet engagement. La Commission éthiopienne des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme travaillent également sur le processus d'enquête conjointe. Le gouvernement est donc pleinement déterminé à appliquer pleinement la loi et à servir la justice.

3. Les Éthiopiens sont déterminés à établir un système de gouvernance inclusif et équitable. L'un des piliers de la démocratie est la tenue d'élections nationales régulières. Le pays s'emploie à organiser les sixièmes élections nationales dans des circonstances certes incertaines et difficiles. Les élections ne répondront sans doute pas aux attentes démocratiques à certains égards, mais elles marqueront un tournant décisif dans le processus de démocratisation. Nous espérons qu'ils permettront au peuple d'exercer librement ses droits démocratiques et de contribuer à la construction d'un gouvernement fort et représentatif doté d'une structure de pouvoir plus inclusive. Ainsi, nous pensons que la décision de l'UE de ne pas observer les prochaines élections est déraisonnable et malavisée. Il est dans l'intérêt de l'UE de soutenir les efforts de réforme du gouvernement éthiopien, y compris le renforcement des capacités institutionnelles pour un processus durable de démocratisation.

4. Le *Grand Ethiopian Renaissance Dam* (GERD) est un barrage hydroélectrique à faible consommation en cours de construction sur le fleuve Nil à l'intérieur du territoire éthiopien avec un financement éthiopien à 100%. Le GERD, une fois achevé, fournira de l'énergie électrique indispensable à plus de 60% des Éthiopiens actuellement sans électricité pour s'extraire de la pauvreté, accélérer le développement durable du pays et atténuer la dégradation environnementale. L'énergie électrique produite par le GERD présente également des avantages économiques tangibles pour les pays voisins, favorisant ainsi l'intégration régionale. Le Nil étant une ressource en eau transfrontière, l'Éthiopie est fermement convaincue que son utilisation sera fondée sur les principes d'une utilisation équitable et raisonnable et ne causera aucun dommage significatif aux pays riverains en aval. En tant que tels, l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan ont déjà convenu que le GERD sera rempli par étapes qui dureront de 4 à 7 ans. Et la deuxième étape de remplissage du barrage est prévue pour la prochaine saison des pluies et les pays en aval ont déjà indiqué que cela n'impacterait pas leurs intérêts. Par conséquent, il est difficile de comprendre pourquoi le remplissage du GERD devient soudainement une manne de coercition déployée par certains au sein de la communauté internationale.

L'Éthiopie peut être momentanément en détresse, mais les citoyens restent confiants que les élections se tiendront en temps voulu, que le GERD sera bientôt rempli et que la loi et l'ordre seront rétablis au Tigré et dans d'autres régions du pays. De plus, tous ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme dans le pays seront tenus responsables et traduits en justice.

En conclusion, en tant que citoyens d'une nation ancienne et indépendante, il n'y a pas de terme plus cher pour les Éthiopiens que l'indépendance. La liberté de ne pas être dictée par une puissance étrangère, le respect de sa souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures restent le credo des Éthiopiens. Même si tous les appuis internationaux basés sur le respect mutuel sont très appréciés, ils doivent être fondés sur des principes d'équité et le plus grand respect pour la souveraineté des nations.

Par conséquent, nous demandons à tous les partenaires, aux nations pacifiques et aux organisations internationales de :

1. S'abstenir d'exercer des pressions injustifiées sur le gouvernement éthiopien par des déclarations irresponsables, de cesser de donner des diktats dignes d'ingérence dans ses affaires intérieures,
2. Agir en tenant compte des faits changeants sur le terrain plutôt que sur la base de désinformation et de demandes arbitraires.

Sincèrement,

Le groupe de travail Defend Ethiopia en Europe

Courriel : Chairperson@DefendEthiopia.com

Web : DefendEthiopia.com